le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 23 novembre 2019 N° 461 PRIX : 0,60 Euro

Mali, Burkina Faso, Niger...face au terrorisme

Les armées ne sont pas là pour défendre les populations mais pour les terroriser

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Mali, Burkina Faso, Niger... face au terrorisme
Les armées ne sont pas là pour défendre les poulations mais pour les terroriser

Pages 3-5
Mali :
- l'armée décampe devant les groupes djihadistes (p.4)
Page 5
Sénégal : Macky Sall reçoit un prix pour avoir gaspillé des milliards

Page 6
Éthiopie: Risques de guerre civile

Page 7
Madagascar: Le chantage de Rio Tinto
Page 8
Foyer Bara: les résidents expulsés exigent un relogement décent pour tous !

Page 9
France: le 5 décembre, tous ensemble pour faire reculer le gouvernement

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Mali, Burkina Faso, Niger ... face au terrorisme

LES ARMÉES NE SONT PAS LÀ POUR DÉFENDRE LES POPULATIONS MAIS POUR LES TERRORISER

La multiplication des attaques terroristes au Mali et au Burkina Faso inquiète de plus en plus les dirigeants des pays sahéliens et plus généralement ceux de l'ensemble de l'Afrique de l'ouest. En l'espace de quelques jours, plusieurs dizaines de soldats maliens et burkinabè ont perdu la vie lors des embuscades tendues par des combattants se déplaçant d'une frontière à l'autre.

Le nombre de réfugiés, tant au Mali qu'au Burkina Faso, est en augmentation. Selon le CICR (Comité International de la Croix Rouge), rien qu'à l'intérieur du Burkina Faso, leur nombre est passé de 200 000 à plus d'un demi-million, entre janvier et novembre 2019. Au Mali aussi, les grandes villes situées au sud du pays ont vu leurs populations gonfler de plusieurs dizaines de milliers de personnes en l'espace de quelques mois, tandis que de nombreux villages situés au Centre et au Nord sont abandonnés.

Ceux qui ont des familles installées dans les grandes villes situées loin des zones de combats, essayent de les rejoindre. Les autres sont obligés de se débrouiller comme ils peuvent en se réfugiant dans des camps de fortune, dans l'indifférence totale des autorités.

Aucun État de cette vaste région de l'Afrique sahélienne et subsahélienne qui va du Nigeria au Mali, en passant par le Cameroun et le Tchad, ne peut se croire à l'abri de ces bandes armées inspirées par un djihadisme teinté d'anti-occidentalisme et de gangstérisme. L'augmentation de la misère et de la pauvreté poussent toujours plus de gens dans leurs bras. À cela s'ajoute le fait que les populations craignent parfois plus la proximité des armées officielles que celle des djihadistes. En effet, lorsque les habitants des petites localités rencontrent des militaires ou des gendarmes mobiles sur leur chemin, c'est rarement pour les protéger mais très souvent pour les racketter et les agresser. Le nombre de morts qu'ils laissent sur leur passage est parfois plus important que les victimes des terroristes.

Les dirigeants maliens et burkinabè, les deux pays actuellement les plus touchés, multiplient les appels au secours en direction des grandes puissances, de l'ONU, des pays voisins et des donateurs financiers. Le gouvernement malien dit qu'il consacre déjà 20% de son budget dans les dépenses militaires et que cela ne lui suffit pas. Mais ce qu'on voit surtout dans ce pays, c'est le nombre impres-

sionnant de généraux et autres galonnés de haut rang, se distinguant plus par leur train de vie de nabab que par leur bravoure devant les groupes armés. Ce sont aussi des soldats qui détalent devant un petit groupe d'assaillants en abandonnant armes, munitions et véhicules.

Tout dernièrement s'est tenu à Dakar un sommet au cours duquel les dirigeants maliens, burkinabè et nigériens ont renouvelé ces appels. Certains pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, entre autres, ont fait un geste de solidarité en leur direction sous la forme d'envoi de nouveaux contingents.

De son côté, le représentant de l'ONU a prévu de renforcer la Minusma (Mission des Nations Unies pour le Mali) et de l'orienter vers des opérations plus musclées.

Quant aux dirigeants de l'impérialisme français, ils ont prétendu que la force Barkhane qui agit au Mali et le G5-Sahel dans une zone encore plus vaste, sont destinées à protéger les populations. Ce n'est qu'une tromperie car ce qui motive l'impérialisme français c'est avant tout la défense de ses intérêts géostratégiques. Cette vaste zone sahélienne et ouest africaine fait partie de sa chasse gardée. Les intérêts de la bourgeoisie française, entre autres, y sont considérables mais elle ne peut pas trop compter sur les armées de ses serviteurs locaux pour les défendre.

Ces armées ne sont pas faites en effet, pour faire la guerre au terrorisme, ni même pour faire la guerre tout court, mais simplement pour terroriser et réprimer leurs propres peuples en cas de révoltes contre le pouvoir et contre les exploiteurs. Sans cette force de répression, les États africains ne peuvent pas maintenir l'écrasante majorité de leurs populations dans la misère.

En dehors des périodes de révoltes populaires, l'activité principale de ces armées consiste surtout à parader, à racketter et à agresser les petites gens. Elles peuvent peut-être impressionner les habitants par temps calme, mais certainement pas les terroristes islamistes et autres qui ne craignent pas de perdre leur vie.

Mali

UNE ARMÉE GANGRÉNÉE PAR LA CORRUPTION ET LE CLIENTÉLISME

L'armée malienne est aux abois devant les attaques de plus en plus meurtrières des groupes armés. À défaut de pouvoir forcer ses généraux à aller au front, le président malien supplie la France, les pays européens et l'ONU de s'engager encore plus militairement et financièrement pour venir à son secours.

Ce ne sont pourtant pas les galonnés qui manquent au Mali puisque ce pays détient, parait-il, un record en matière de nombre de généraux par rapport à la taille de son armée : ils seraient au nombre d'une centaine. Ce qui fait dire à certains commentateurs qu'il y a dans ce pays « une *prolifération* », voire une « *démographie galopante* » de cette catégorie de haut gradés dont certains sont devenus des milliardaires.

Ce qui explique leur grand nombre c'est surtout le fait qu'à chaque changement de président, à la suite d'un coup d'État ou d'une élection, le nouvel arrivant ne fait confiance qu'en ceux qu'il a nommés lui-même pour occuper les postes clés, plus particulièrement au sein de sa garde rapprochée. Du coup, ceux qui ont été nommés par le président sortant sont mis à la retraite, mais une retraite dorée et paisible puisqu'ils gardent leurs galons ainsi que tous les privilèges de leur fonction. Ils vivent comme des pachas, sur le dos de la population et préfèrent rester dans leurs villas

luxueuses plutôt que d'aller risquer leur vie dans la lutte contre les bandes armées qui terrorisent les populations.

Le président malien IBK dit que son armée n'a pas les moyens de lutter contre les miliciens djihadistes et autres, en réalité c'est lui qui n'a pas les moyens de dicter sa loi à sa propre armée gangrénée par la corruption et par le népotisme. Alors, il préfère que ce soit une autre armée que la sienne qui fasse le travail à sa place.

Mali

L'ARMÉE DÉCAMPE DEVANT LES GROUPES DJIHADISTES

Face aux attaques des groupes armés qui font de plus en plus de victimes parmi les soldats maliens, ce que l'on constate le plus parmi ces derniers c'est le nombre croissant de ceux qui ne veulent pas aller au front. Ils refusent notamment une affectation dans les camps militaires situés vers la frontière avec le Burkina Faso ou le Niger, là où les attaques sont les plus fréquentes et les plus meurtrières. L'armée malienne a même dû abandonner un camp situé dans cette zone en prétendant que c'était pour mieux défendre la population face aux djihadistes. Les habitants vivant proche de ce camp abandonné ont fait part de leur inquiétude auprès des autorités militaires mais celles-ci leur ont répondu qu'ils pourront toujours compter sur les véhicules militaires de patrouille. Bien entendu, cela n'a pas du tout rassuré les villageois.

ÉCOLES FERMÉES, ENSEIGNANTS ENLEVÉS ET AGRESSÉS

Depuis que les attaques ont commencé, plusieurs centaines d'écoles publiques ont dû fermer les portes, notamment dans la région du Centre, à cause de l'insécurité croissante qui y règne. Plusieurs enseignants ont été enlevés récemment par des miliciens islamistes qui leur reprochent d'enseigner autre chose que le Coran.

Les enseignants n'osent même plus prendre leur mobylette pour aller toucher leur solde dans les banques situées loin de leur école car ils se font attaquer sur le chemin. Ils ont fait des grèves pour réclamer des mesures de protection. Mais face à une armée qui n'est même pas capable d'assurer la sécurité de ses propres casernes, il ne faut pas attendre qu'elle se précipite pour protéger les écoles. L'État malien a donc tout simplement abandonné les écoles publiques dans cette région.

Les gouverneurs de régions comme les hauts dignitaires de l'administration civile ne mettent même plus les pieds dans certaines localités. Cela ne les empêche pas de reprocher aux enseignants de se mettre en grève pour demander plus de protection.

LE GOUVERNEMENT AURAIT TROUVÉ « LA SOLUTION MIRACLE » POUR DÉSARMER LES MILICES !

Une des dernières trouvailles du gouvernement malien en matière de lutte contre la prolifération des milices armées, c'est de prôner le «*désarmement volontaire*». Selon les autorités, environ 8500 combattants seraient déjà inscrits sur la liste des « *volontaires* » pour déposer leurs armes. Ainsi donc, par une simple opération du saint esprit, les milices vont se dissoudre toutes seules parce que le Premier ministre l'a demandé gentiment ! Il parait que 200 hommes auraient déjà rendu leurs armes parce qu'ils seraient « *fatigués par cette guerre* ». Cette opération de désarmement volontaire aurait eu lieu en cachette, hors des caméras « parce qu'il faut protéger cer-

tains qui ont fait faux bond aux extrémistes et qui aident à en arracher d'autres de leurs griffes». Ça a tout l'air d'une opération «poudre aux yeux» !

Mali

IL PORTE UN KÉPI ÉTOILÉ ET SE COMPORTE COMME UN GROS BONNET DE LA MAFIA

Le général Yahaya Sangaré, ancien Inspecteur Général de Police, aujourd'hui à la retraite, est connu pour son train de vie de milliardaire. Il ne s'en cache même pas. Son nom circule dans de nombreuses affaires ténébreuses de gros sous et d'extorsion. Il a été convoqué tout dernièrement par le Tribunal pour répondre à une plainte suite à une affaire d'acquisition illégale de terrain.

Du haut de son képi de général, il a tout simplement refusé de se présenter devant le juge. Il a toutefois accepté de répondre à quelques questions d'un journaliste sur ce sujet. Tout cela, dit-il, « *c'est du pipeau […] Je ne passerai même pas sur la rue qui passe devant le tribunal, à plus forte raison y entrer. Donc, je ne suis pas convoqué hein, et je n'ai pas de temps à perdre dans ces choses-là…* ».

Le journaliste lui demande s'il fait partie des « généraux milliardaires». Voici sa réponse : «*Beaucoup de gens parlent de milliard, mais ils ne savent pas ce que c'est que le milliard […] Peut-être que je suis un milliardaire, et si tel est le cas, je dirai seulement Dieu merci ! Je n'en voudrais pas à quelqu'un de l'avoir dit. Il se peut que je ne sois pas milliardaire, mais je souhaite le devenir ! Je remercie donc ceux qui me le souhaitent, parce que être riche, être milliardaire, ce n'est pas un délit !* ».

Il peut donc continuer à s'enrichir tranquillement, y compris en foulant aux pieds l'autorité du petit juge qui l'a convoqué. L'impunité, il l'obtient de beaucoup plus haut, du sommet du pouvoir. Le petit plaignant ainsi que le petit juge ne font pas le poids.

Sénégal

MACKY SALL REÇOIT UN PRIX POUR AVOIR GASPILLÉ DES MILLIARDS

Macky Sall vient de recevoir au Maroc le Grand prix Medays 2019, lors de la cérémonie officielle d'ouverture de la 12ème édition. Ce prix lui a été décerné pour le travail important qu'il accomplit à la tête de son pays, paraît-il.

De quel « travail important », parle-t-on ? S'agirait-il des travaux de prestige tels que les réalisations du nouvel aéroport international de Dakar (les travaux avaient commencé sous l'ancien président Wade), du gigantesque palais des sports dédié à la "*lutte sénégalaise*" ou du nouveau stade de football de 50.000 places à construire en 2020 en banlieue dakaroise ? Ces réalisations ou projets ont déjà englouti des milliards de francs CFA.

Ces milliards auraient pu servir à construire des écoles qui manquent cruellement dans les quartiers déshérités, des hôpitaux insuffisants pour soigner les populations; ces milliards auraient pu servir à améliorer la vie quotidienne des gens en résolvant des problèmes de distribution d'eau potable, d'électricité (les coupures de courant sont récurrentes), de ramassages d'ordures ménagères qui pourrissent dans les rues des quartiers populaires, etc.

Ces réalisations de prestige, ne profitent donc pas à la grande majorité de la po-

pulation. Elles bénéficient essentiellement aux capitalistes chinois ou autres dont les entreprises sont à l'œuvre ou vont l'être, pour effectuer les travaux.

Mais c'est l'ensemble de la population pauvre qui paie ou paiera d'une manière ou d'une autre les dettes contractées par l'État en son nom.

Tchad

COLÈRE CONTRE LE GOUVERNEMENT APRÈS LA MORT D'UN JEUNE

Les autorités judiciaires ont annoncé l'interpellation de quatre membres de la sécurité du président de l'Assemblée nationale, suite à la mort d'un jeune moto-taxi tué le 4 novembre par des tirs provenant de son escorte.

Il a fallu une manifestation de protestation des jeunes pour la plupart, car le pouvoir avait gardé le silence sur ce crime qui a choqué tant de gens.

En effet dès le lendemain, ces jeunes ont organisé cette marche du lieu de l'incident au domicile du défunt. Ils réclament la démission du président du Parlement.

Ce genre de crimes crapuleux est monnaie courante au Tchad. Citons par exemple le cas d'un autre jeune qui, en mai 2018, a été assassiné en prison pendant sa détention ; ou encore la mort d'un autre, froidement abattu lors d'une manifestation contre le viol d'une lycéenne en février 2017. La liste est longue…

Ces actes de barbarie sont restés impunis. Les autorités disent parfois que les auteurs ont été arrêtés ou punis. Mais ce sont des mensonges. Les auteurs ne sont jamais inquiétés. On les voit, ils vivent et se déplacent en toute liberté.

Éthiopie

RISQUES DE GUERRE CIVILE

L'Éthiopie, 110 millions d'habitants, est constituée de dizaines d'ethnies dont les plus importantes sont les Oromo (40%), les Amharas (32%) et les Tigréens (6%). Malgré cette diversité, les populations ont réussi à vivre ensemble sans trop de heurts. Très longtemps, les classes dirigeantes ont été des Amharas.

Ce n'est que depuis 1995, avec le gouvernement Tigréen de Meles Zenawi, que le pays est subdivisé en régions ethniques *(«les régions-États »)*. Il a instauré l'obligation de mentionner le nom de l'ethnie sur la carte d'identité, introduisant un poison dans la vie politique et sociale.

Son Premier ministre, Abiy Ahmed, vient de recevoir le prix Nobel de la paix pour avoir mis fin à la guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie.

Mais depuis le 25 octobre 2019, dans les grandes villes d'Oromia, des manifestations se sont produites contre Abiy Ahmed. Plus de soixante personnes ont été tuées par l'attaque de jeunes Oromo de la campagne, appelés Qeerroo, et qui sont en fait des milices payées par Jawar Mohammed. Ce dernier est un dirigeant Oromo, opposé à la politique du Premier ministre, Oromo comme lui.

Ces deux hommes étaient alliés après la démission de Dessalegn, le précédant dirigeant. Jawar possède une chaîne de télévision, Oromia Media Network (OMN), installée aux États-Unis. Il a accusé les forces de l'ordre d'avoir organisé une attaque contre sa personne. Il a déclaré que « *la police a voulu nous tester, je pense qu'ils ont eu la réponse qui convenait. Nous leur avons montré qu'il était impossible de nous intimider*».

Cela a déclenché un face à face tendu entre les forces de l'ordre et ses milices Qeerroo.

Dans les grandes villes d'Oromia, les affrontements ont provoqué des morts à coups de bâtons et de machettes. Des maisons et des églises ont été incendiées. Les victimes ont été choisies dans l'ethnie Amhara, en majorité chrétienne. Il y a eu plusieurs dizaines de morts. Même une usine a été attaquée et dévalisée.

Les agissements des Qeerroo ont bloqué les portes d'accès de la capitale, Addis Abeba. C'est une ville cosmopolite où résident toutes les ethnies. Les Oromo la considèrent comme la leur. Le blocage a empêché la circulation des personnes et des marchandises. Pendant plus d'une semaine la ville d'Addis a été isolée, entrainant le ralentissement des échanges commerciaux.

Une certaine inquiétude, doublée d'un mécontentement règnent depuis au sein de la population de la ville. D'autant plus que le Premier ministre s'est illustré par son silence. Certains disent même qu'ils ne vont pas attendre qu'on les égorge sans rien faire.

Au sein du gouvernement, des ministres manifestent leur désaccord avec leur Premier ministre Abiy. C'est alors que ce dernier a fait des déclarations pour prôner le calme et l'entente entre tous. Les chefs religieux chrétiens comme musulmans se sont mis à calmer les esprits à la radio et à la télévision. Tous disent qu'il faut vivre dans l'entente et la fraternité.

Si l'opposant Jawar Mohammed a utilisé les Qeerroo pour perturber la situation dans le pays, c'est qu'il a l'intention de participer aux élections parlementaires qui auront lieu au mois de mai prochain. Il a déclaré qu'il se présenterait.

Jusqu'à maintenant les agissements des milices de Jawar ne se sont pas arrêtés. Tout le monde appelle au calme. En même temps Abiy fait circuler l'armée et la police dans les rues d'Addis Abeba sous prétexte de protéger les ministères, les ambassades et les organismes internationaux. Tant bien que mal, la vie économique continue et l'inquiétude est toujours présente.

La classe ouvrière de ce pays est multiethnique à l'image de sa population. Elle pourrait faire de cette diversité ethnique un avantage si elle était organisée politiquement en tant que classe sociale exploitée, s'adressant à l'ensemble des exploités. Elle a comme ennemie, non pas telle ou telle ethnie mais la classe des exploiteurs. C'est la seule manière de ne pas se laisser entraîner dans le piège de l'ethnisme, du régionalisme ou du nationalisme qui sont autant d'impasse sanglante pour l'ensemble des opprimés.

Madagascar

LE CHANTAGE DE RIO TINTO

Rio Tinto est une société multinationale d'extraction minière qui est présente à Fort-Dauphin dans l'extrême Sud-est de Madagascar, depuis 21 ans. Par l'intermédiaire de sa filiale QMM elle soutire à partir des sables marins situés en bordure de côte, différents minerais dont les principaux sont l'ilménite (10% du marché mondial), mais aussi du titane, du zircon, minerais très recherchés par l'industrie mondiale. L'État malgache détient 20% du capital de QMM.

Aujourd'hui les dirigeants de Rio Tinto se livrent à un véritable chantage à l'égard du personnel de cette mine : soit l'État malgache participe à la recapitalisation en versant l6 millions de dollars, soit Rio Tinto s'en prend aux conditions de travail et aux salaires du personnel. Selon ce géant de la mine, sa filiale malgache éprouverait des difficultés financières liées au ralentissement de l'économie mondiale consécutivement à la crise et donc moins demandeuse parait-il, de ces minerais.

À l'échelle planétaire, cette firme continue à engranger des bénéfices puisque des sommes colossales sont versées à ses actionnaires sous forme de dividendes. Non seulement l'État malgache ne toucherait plus rien, mais au contraire il serait tenu de verser les sommes exigées par Rio Tinto. Les dirigeants malgaches disent que leurs caisses sont vides. Un conseil des ministres vient d'avoir lieu et le gouvernement a fait savoir qu'il envisage de procéder à un audit sur la comptabilité de QMM. En fait ce ne sont que des gesticulations destinées à faire lanterner les travailleurs de cette mine ainsi que ceux d'autres mines appartenant à d'autres patrons. Il y en a une très importante, de nickel et de cobalt à Ambatovy, localité située dans le Centre-est. Il y a aussi celle de Toliara (dans le sud-ouest), dont le début de la mise en service a été repoussé à cause de la colère des villageois menacés par l'accaparement de leurs terres ancestrales et de leurs lieux de subsistance. Le ministre des mines fait des va-et-vient dans ces endroits pour désamorcer des foyers de tensions éventuels.

Les gouvernements qui se sont succédé sont corrompus et veules face au patronat. Andry Rajoelina le président actuel ne fait pas exception. Ce n'est pas la 1ère fois qu'il dirige le pays et il a aussi exercé la fonction de maire de la Capitale. Lui et son clan se sont considérablement enrichis au passage en l'espace de quelques années. Tout le monde sait que les dirigeants puisent dans les caisses de l'État et se font « graisser les pattes ».

Ce n'est pas la première fois que les exploiteurs capitalistes se comportent de cette façon à travers la planète, surtout lorsqu'ils ont affaire à des pays pauvres, donc à leurs yeux, vulnérables. Au Tchad par exemple, des richissimes compagnies pétrolières qui exploitent les gisements du pays se sont débrouillées pour, non seulement arrêter de verser les sommes dues, mais au contraire de réclamer de l'argent à l'État. Selon les dirigeants de ces compagnies et selon leurs propriétaires, il n'y aurait pas assez de «valeur ajoutée », c'est-à-dire de profit réalisé.

Il y a de la colère chez beaucoup de travailleurs de nos pays. Et si à cette colère s'ajoute la conscience et l'organisation, ce seraient peut-être les seules choses que les exploiteurs capitalistes et les dirigeants n'auront pas volées.

Foyer Bara

LES RÉSIDENTS EXPULSÉS EXIGENT UN RELOGEMENT DÉCENT POUR TOUS !

En l'espace d'une semaine, il y a eu successivement deux expulsions dans les foyers des travailleurs africains de Montreuil. La première expulsion s'est passée au foyer de la rue Bara.

Le 29 octobre dernier, à 5 heures du matin, 180 résidents, plus des dizaines de "clandos" du foyer Bara, ont été expulsés manu militari par la police, sur décision du Préfet de la Seine-Saint-Denis. Après avoir passé une journée et une nuit dans la rue, ils ont été entassés dans un hangar, sans perspective de relogement. Ni les protestations du maire communiste de Montreuil, ni la mobilisation de militants solidaires n'ont pu empêcher le forfait de la préfecture. Cependant, la lutte se poursuit à l'intérieur même du hangar. Les expulsés exigent un relogement décent pour tous.

Finalement le 30 octobre, la mairie a relogé les expulsés dans les anciens bureaux vides, cédés par la municipalité. Mais la solution n'est que provisoire pour eux ; ils réclament toujours un vrai relogement.

Rappelons que le 26 septembre 2018, le maire avait réquisitionné un immeuble de

l'AFPA (Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes), de l'avenue de la Résistance à Montreuil, pour y loger provisoirement des résidents de foyer Bara. Dans un premier temps, 150 travailleurs se sont portés volontaires pour aller vivre dans cet immeuble réquisitionné ; dans un second temps, environ 70 autres les ont rejoints. Ce qui fait 220 relogés sur un total de 400, des Maliens pour la plupart. Ce sont donc les restants au nombre de 180 qui viennent d'être expulsés. Ils avaient refusé l'hébergement provisoire proposé par le maire; ils craignaient, à juste titre, de quitter le foyer sans garantie.

Rappelons que ce foyer a vu le jour en 1960. C'était une ancienne usine de pianos désaffectée transformée en logement social. Aujourd'hui vétuste, surpeuplé, dangereux et insalubre pour les locataires, il devrait être détruit et reconstruit. D'où la décision de réquisition du maire.

La seconde expulsion a eu lieu le 4 novembre dans le bâtiment de l'AFPA, avenue de la Résistance à Montreuil. Ce sont les 22O ex-résidents du foyer Bara qui avaient accepté de déménager dans les bureaux vides de l'AFPA réquisitionnés par le maire PCF de Montreuil. Ils ont été placés dans un nouveau foyer en construction, rue Beulefer, à Montreaux, près du foyer Branly. Après leur expulsion, ils avaient occupé la tour administrative de Montreuil, pour scander *"On veut des logements pour tous*".
La lutte continue.

France

LE 5 DÉCEMBRE, TOUS ENSEMBLE POUR FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT

Qu'on soit travailleurs français ou travailleurs immigrés, cela fait trop longtemps que nous subissons les attaques du patronat et du gouvernement. Le moment est venu de crier haut et fort notre ras-le-bol. Nous avons marre des conditions de travail de plus en plus dures, marre des bas salaires, marre des suppressions d'emploi et du chômage, marre de la flexibilité des horaires. Stop à la démolition des retraites ! Nous avons la possibilité d'exprimer cette colère le jeudi 5 décembre. Profitons-en pour dire tout ce que nous avons sur le cœur !

La minorité capitaliste encaisse le fruit de notre travail, les grands groupes amassent des profits colossaux qu'ils distribuent sous forme de dividendes aux actionnaires. Cette minorité prospère d'autant plus qu'elle accentue l'exploitation des travailleurs. Pendant que les milliards s'accumulent à un pôle de la société, tous les services publics utiles tels que les transports et les hôpitaux, subissent des conséquences désastreuses.

Les cheminots seront dans la rue. Les travailleurs du privé sont les seuls à pouvoir mettre le patronat sous pression, en arrêtant le travail. Notre force est collective et il ne faut pas nous laisser diviser. Nous les travailleurs immigrés ne sommes pas une catégorie à part. Nous sommes nombreux dans le secteur du bâtiment, dans l'industrie, dans les magasins petits et grands, dans de multiples services. Nous subissons de plein fouet les attaques multiformes du patronat et du gouvernement. La balle est aussi dans notre camp.

Tout ne se jouera pas en une seule journée, mais il faut un début à tout. Si nous sommes unis et déterminés, nous nous ferons craindre du gouvernement. Faisons-nous respecter !
Travailleurs français-immigrés, même patron même combat !

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.